
CNESER du 15 décembre : un ordre du jour ou une provocation ?

Le SNPTES, lorsqu'il a pris connaissance de l'ordre du jour de ce CNESER a cru, dans un premier temps, qu'il s'agissait d'une erreur ou d'une maladresse... Comment, en effet, nous convier à donner notre avis sur des projets de textes relatifs aux classes préparatoires aux grandes écoles ou sur des textes relatifs à des BTS d'écoles privées coûteuses alors que les élèves, de celles-ci et celles-là, ont, heureusement, la chance d'assister à leurs cours en présentiel quand leurs camarades des établissements de l'enseignement supérieur sont, depuis bientôt une année, privés d'assister physiquement à leurs cours. Le gouvernement en maintenant ce système dual et discriminatoire a donc considéré que certains pouvaient, par chance, accéder à l'enseignement présentiel (classes prépa, BTS) quand d'autres, moins bien lotis, sont coupés du lien pourtant indispensable avec la communauté universitaire et leur établissement. Le SNPTES ne peut supporter l'idée que nos étudiants et étudiantes soient ainsi discriminés et sacrifiés.

Ce CNESER est aussi consulté sur le budget de l'État qui devrait être consacré, en 2021, à l'enseignement supérieur et à la recherche. Le SNPTES votera contre ce projet de budget. Contre ce projet de budget, tout d'abord, car l'État prend un risque important en ne consacrant pas, en 2021, les moyens suffisant à la mise en application des mesures positives prévues dans la loi de programmation de la recherche.

Le SNPTES votera aussi contre ce projet de budget car il constate que les moyens consacrés à l'enseignement supérieur ne sont pas à la hauteur de l'augmentation, pourtant prévisible, du nombre d'étudiants et, surtout, de la situation dramatique engendrée par la pandémie notamment par la décision inique d'interdire durablement à nos étudiants d'assister aux enseignements. La France risque, faute de moyens humains et budgétaires suffisants, de sacrifier une génération de bacheliers et d'étudiants de licence mais aussi, de master et de doctorat.

Le SNPTES votera enfin contre ce projet de budget afin d'envoyer un nouveau signal à Madame la ministre. Comme nous l'avons déjà rappelé, lors de notre précédent CNESER, nous sommes, au SNPTES, attachés au respect de la parole donnée qui est, faut-il le rappeler, le socle de notre démocratie. Le SNPTES ne supporte donc pas, les mots sont faibles, de voir certains engagements de la ministre, notamment pris devant le CNESER, ne pas être respectés de manière délibérée ou faute d'une reprise en main de certains services ministériels.

Paris, le 15 décembre 2020